

Pierre Dockès

Professeur à l'université Lyon 2

Centre Walras

*CONFÉRENCE MATISSE (NOVEMBRE 2002)*

## **L'État et les transformations du capitalisme**

Il est impossible de réfléchir sur l'évolution du capitalisme sans prendre en compte au premier chef l'évolution de l'État. Et, naturellement, la réciproque est vraie. Nous commencerons, dans les deux premières parties, par analyser la formation du capital et le développement de l'État, dans la très longue durée, comme une construction par strates successives, des couches géologiques qui se "déposent" successivement, sauf lorsque l'une est éliminée. Lors d'une période donnée, en coupe transversale, plusieurs couches sont présentes simultanément et, sauf élimination d'une couche, plus le temps passe, plus le nombre de couches est grand.

Dans une troisième partie, nous croiserons ces deux analyses pour aboutir à une présentation de l'évolution du capitalisme depuis la fin du XVIIIe siècle en trois phases, deux phases séculaires avérées, et la dernière phase en formation : le capitalisme libéral, le capitalisme organisé et, aujourd'hui, l'émergence d'une néo-capitalisme.

Dans une quatrième partie, nous nous contenterons de typer rapidement la dernière phase.

### **I. Les trois niveaux du capital**

Une synthèse entre les conceptions de Marx et de Braudel nous amène à définir trois niveaux fortement interconnectés :

#### 1) L'infacapitalisme

Pour prendre en compte les observations braudélienne d'une distinction, et même d'une opposition, entre les jeux de l'échange et ceux du capital, et sans rejeter l'échange hors du capitalisme, nous définirons à un premier niveau l'infra-capitalisme. Dans la sphère de l'échange, le capitalisme émerge lorsque l'on quitte la simple vente d'excédents et l'échange à courte portée pour se lancer dans le commerce à plus long court, à la "grosse aventure". Le capital fait de l'argent en jouant sur les différentiels de valeur dans l'espace et le temps, par l'assomption des risques, grâce à sa mobilité, sa célérité, sa rapidité à saisir toutes les occasions de profit (comme l'explique I. Kirzner<sup>1</sup>), en s'appuyant sur des formes diverses de pouvoir de marché, parfois sur la violence, sur l'État et les privilèges qu'il peut accorder ou la contrainte spécifique qu'il exerce. D'où le rôle décisif des diverses asymétries : structures

---

<sup>1</sup> Israel Kirzner, \$\$\$

asymétriques des marchés, asymétries d'information, asymétries de pouvoir. Si le capital cherche toujours à s'assurer ou à s'approprier des circuits et peut même respecter durablement les accords de partage du marché passés avec ses concurrents<sup>2</sup>, il recrée cependant constamment de la concurrence en visant l'élargissement de ses espaces, l'accroissement de ses échanges.

## 2) Le capitalisme productif

Au centre du dispositif, le niveau intermédiaire du capitalisme productif, celui que retient Marx, soit le travail productif au sens classique de "celui qui produit le profit de son maître" (A. Smith). La "petite production marchande" n'est pas capitaliste. Le capitalisme productif s'est construit historiquement sur l'articulation de deux rapports beaucoup plus anciens, le rapport marchand et le rapport salarial, mais d'autres rapports sociaux ont pu et peuvent faire l'affaire (il n'est pas certain que le travail libre lui soit consubstantiel, à la différence de ce que pensait Marx ou Weber : l'esclavage, le travail forcé peuvent lui servir). Il est centré sur l'entreprise capitaliste, sur la gestion - exploitation de la force de travail obtenant une coopération des membres de cette organisation par le principe autoritaire, hiérarchique. Il assume le risque entrepreneurial. Il a sans doute besoin de l'échange, en amont pour obtenir les matières premières et les facteurs de production, en aval pour vendre ses production, s'il doit s'assurer des débouchés, il n'a pas nécessairement besoin du marché au sens d'un mécanisme autorégulateur par l'adaptation de l'offre, de la demande et du prix, encore moins du marché concurrentiel. Au contraire, il vise aux situations de monopole, à établir des relations stables sans être troublé par la compétition (même si celle-ci peut le dynamiser). Cependant, comme l'infacapitalisme, il tend à recréer de la concurrence dans la mesure où les accord passés ne peuvent pas être définitivement stabilisés et où les monopoles sont, à la longue, contestables.

## 3) Le métacapitalisme

Le niveau "supérieur" est *celui des stratégies du capital sur le capital*, des jeux de pouvoir et d'appropriation du capital qui, aujourd'hui, transitent essentiellement par les marchés financiers : un *méta-capitalisme*. D'en haut, c'est à dire essentiellement depuis les marchés du capital, il dirige, contrôle, restructure, dynamise le capital productif, et il se nourrit des profits qu'il réalise.

On peut le caractériser en disant que c'est principalement le premier niveau qui joue du second, c'est à dire un capitalisme au carré dans la mesure où sa "matière première", sa marchandise est le capital productif. Il a donc de nombreuses caractéristiques de l'infacapitalisme et du capitalisme productif.

---

<sup>2</sup> Les "jeux de l'échange" ne sont donc pas ceux, concurrentiels finalement, que Braudel retient dans *La dynamique du capitalisme*. La recherche de positions dominantes y est importante et le grande commerce en fait partie.

S'il est mondial pour ainsi dire par vocation<sup>3</sup>, il peut cependant tirer sa puissance dans une sphère nationale ou impériale. Comme l'infra-capitalisme, il tire sa puissance de sa mobilité, de la diversité des moyens à sa disposition pour extraire des profits (il a toujours "plusieurs fers au feu"), d'une attention kirznerienne aux occasions de profit. S'il sait s'appuyer sur les marchés, jouer de la concurrence, ce métacapitalisme, loin de viser à la libre concurrence, pousse toujours vers la recherche et l'exploitation de situations de monopole, les seules massivement profitables, vers la concentration du capital, les fusions-acquisitions.

S'il est principalement un capital financier, il n'est pas assimilable à la finance. D'abord, toute activité financière n'est pas au niveau de ce méta-capitalisme. Ce capital n'est ni le prêteur, l'actionnaire ou le spéculateur à petite portée : il suppose non seulement des capacités d'emprunts et de financements considérables, mais une capacité d'animation, d'orientation, d'innovation. L'activité de banque commerciale, celle qui assure au jour le jour le crédit nécessaire à la gestion courante, n'en fait pas partie, mais seulement ce que naguère on nommait la "haute banque" (aujourd'hui la spécialisation a largement disparue et la banque recouvre généralement, plus ou moins, ces différents aspects).

Et inversement, ce méta-capital est plus large que la finance telle qu'elle est considérée généralement, comme distincte de l'activité productive. Le méta-capital peut trouver son assise dans une grande entreprise industrielle ou commerciale. Ainsi, par exemple, le jeu des tycoons de la fin du XIXe siècle, les concentrations qu'ils imposèrent, sont partie intégrante du méta-capitalisme. De même aujourd'hui, les actions des grands capitaines d'industrie, le jeu à l'échelle mondiale des fusions qu'ils pratiquent est, certes, financier, mais cet aspect n'est pas séparable de stratégies industrielles.

Finalement, sous ses formes historiquement diverses, le méta-capital tient le grand négoce, la haute banque, les marchés essentiels, les sources d'approvisionnement majeures, fait ou dirige les concentrations capitalistes, finance les innovations schupeteriennes et donc, comme le souligne cet auteur, joue un rôle majeur en assumant les risques, en déplaçant le capital des secteurs anciens vers les nouveaux ; s'il peut gérer directement la production, il peut se contenter de tirer, d'une façon ou d'une autre, ses profits de la plus-value extraite par le capital productif.

Il serait erroné de considérer simplement le méta-capitalisme comme parasitaire. La question de savoir si tout profit vient, en définitive, de la plus-value est hors de portée, mais ce méta-capital est actif dans la mesure où il accumule ici ou là les capitaux, les déplace, les concentre, repère de façon Kirznérienne les occasions nouvelles de profit, finance les innovations majeures en prenant des risques.

---

<sup>3</sup> Comme l'expliquent F. Braudel et I. Wallerstein. Fernand Braudel écrit en particulier : "- Le capitalisme reste fondé sur une exploitation des ressources et des possibilités internationales, autrement dit, il existe aux dimensions du monde [...] / - Il s'appuie toujours, obstinément, sur des monopoles de droit ou de fait [...]. L'organisation, comme l'on dit aujourd'hui, continue à tourner le marché. Mais on a tort de considérer que c'est là un fait vraiment nouveau. / [...] le capitalisme ne recouvre pas toute l'économie, toute la société au travail, il ne les enferme jamais l'une et l'autre dans un système, le sien, et qui serait parfait", *La Dynamique du capitalisme*, Paris : Arthaud, 1985, p. 117; *Civilisation matérielle et capitalisme, XVe - XVIIIe siècles*, t. 2, op. cit.. Cf. Immanuel Wallerstein, *The Modern World System, III : The Second Area of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730-1840*, New-York, Academic Press, 1989 ; du même auteur, voir aussi *Le Capitalisme historique*, Paris, La découverte, 1985.

Si cette conception du méta-capitalisme permet de mettre en relief l'importance des jeux financiers, de les périodiser, c'est en refusant d'en faire une finance parasitaire qui se nourrirait des plus-values extraites ailleurs, qui amoindrirait les capacités de croissance (le pire serait de distinguer entre le "bon" industriel et la "mauvaise" finance" qui au mieux se contente de tondre les coupons, au pire se fait vampire qui boit le sang du capital productif) et en intégrant la "finance" dans un ensemble complexe de stratégie de contrôle du capital productif<sup>4</sup>.

*Il serait trop simple, et même erroné, de considérer que ces trois niveaux se sont empilés dans cet ordre, le méta-capitalisme venant en quelque sorte couronner l'édifice après le stade de développement du capitalisme productif.* Certains aspects du méta-capitalisme, en effet, sont présents avant celui-ci, surimposés directement sur une production précapitaliste, appuyés sur la domination des flux commerciaux mondiaux et des grands moyens de financement. On comprend la position de Braudel se centrant sur l'opposition entre le niveau de l'échange et celui du capitalisme : avant la révolution industrielle, il n'y a effectivement que ces deux niveaux, rien, ou pas beaucoup, entre les deux tranches de pain du sandwich. Du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, le méta-capitalisme dirige, d'en haut, l'économie mondiale à partir des grands centres financiers et commerciaux, Venise, Gènes, Anvers, Amsterdam, Londres. Dans un premier temps, le développement du capitalisme industriel se fait largement à côté de lui ou, plutôt, échappe à son contrôle. Ce n'est finalement qu'avec les années 1860, surtout après 1880, que le méta-capitalisme commence à prendre en main le capitalisme productif.

Le métacapitalisme entretient avec l'État des liens complexes, contradictoires. Le capital financier, dès l'origine, a des liens étroits avec l'État, une véritable symbiose même, puisque la finance fut d'abord essentiellement consacrée au financement des dépenses extraordinaires de l'État et que les grands financiers furent souvent ceux qui prenaient "à ferme" les recettes de l'État. La Bourse à l'origine cote essentiellement les créances sur l'État (le rente). Au XIX<sup>e</sup> siècle, les compromissions entre l'État et les finances forment la trame des affaires. Inversement, l'État peut contrôler les excès du métacapitalisme, il peut chercher à le tenir en laisse ne serait-ce qu'en contrôlant les liens transnationaux. Il nous faut donc analyser les strates successives qui sont venues constituer l'État.

## **II. Les quatre strates de l'État**

La formation de l'État s'est faite par des strates successives, une construction qui peut, métaphoriquement, faire penser à celle du cerveau humain, depuis le "cerveau reptilien" des origines jusqu'au cortex, et si telle strate récente peut devenir inactive, certaines couches très anciennes peuvent se réactiver.

Il y a un avant l'État qui l'anticipe, le préfigure sans qu'il soit encore accompli, disons un paléo-État (au sens où J. M. Servet parle de paléo-monnaies). Puis l'État lui-même en évoluant s'est transfiguré en se construisant, couche après couche. Essayons de dessiner à grands traits cette évolution dans le cas particulier de l'Europe occidentale, cette

---

<sup>4</sup> Elle diffère donc de celle de Duménil et Lévy qui a le mérite de montrer l'importance retrouvée des jeux financiers dans le capitalisme contemporain. Gérard Duménil et Dominique Lévy, *La Dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, PUF, 1996 ; "Coûts et avantages du néolibéralisme. Une analyse de classe", in : *Le Triangle infernal*, PUF (Actuel Marx), 1999.

construction en couches successives à l'instar du cerveau humain (étant entendu qu'il n'est pas question d'analogie entre l'État et le cerveau humain, mais d'une simple métaphore).

### 1. Le paléo-État

L'État est né dans la violence, pour l'administration de la violence et contre la violence. Point n'est besoin de revenir ici sur les analyses de Hobbes, Hegel et Weber pour observer le lien entre la formation de l'État et la peur de la mort, "le maître suprême", pour saisir le processus qui lui fait assumer le monopole de la violence, à le légitimer.

Mais la peur de la mort prend des formes variées et ne sature pas toute compréhension de cette genèse étatique : il faut prendre en compte son "avers", la "pulsion de vie" (et la production de ses conditions matérielles et sociales), il faut prendre en compte la dimension sacrée (dans ses rapports à la production agricole et à l'au-delà de la vie). Les origines de ce que l'on peut nommer un *paléo-État* sont donc complexes.

Le chef qui assure la défense, mène au combat ou au pillage les bandes d'hommes jeunes autrement sans coordination en est une des figures. Le maître qui asservit et conquiert, domine par la force pour prélever en est une autre, ces deux figures étant évidemment en relation. Mais il faut également partir de la cellule originelle, la famille, d'où procède le rôle du *pater familias*, de l'ancêtre à l'échelle de cette famille élargie qu'est la *gens*. La formation de la cité dans le cadre de ces sociétés gentilices conduit à l'assemblée des "pères de famille" et à la désignation d'un "primus inter pares" pour gérer les conflits, s'organiser face à l'étranger. Il faut encore prendre en compte le sacré. Le roi en est aussi le dépositaire, du moins de certains de ses aspects. Dès lors, il fonde le lien social, médiatise la relation aux dieux, garanti le retour des saisons et l'abondance des récoltes.

La réalité juxtapose ou articule ces figures diverses que les anciens mythes nous permettent de retrouver.

Sur ces bases paléo-étatiques, les diverses formes de l'État de l'Antiquité se constituent : monarchies, empires et cités. Mais, dans la mesure où il ne s'agit que de l'État moderne, partons simplement de la réémergence de l'État en Occident après sa dissolution au cours du haut Moyen-âge (même si évidemment l'héritage romain est, ici comme en toutes choses, considérable).

Quatre strates vont constituer les fonctions de l'État depuis sa réémergence à partir du XIVe siècle jusqu'à nos jours, des strates non point séparées, mais interactives.

### 2. L'ordre public

La première couche, issue des formes diverses de paléo-État, correspond à la défense de l'ordre public, à la fois face à l'extérieur et à l'intérieur, un ordre administratif, militaire, autoritaire et paternaliste.

État-gendarme, État régalien (malgré la redondance) ? Sans doute, mais pas si simplement. L'État peut prendre diverses fonctions, y compris économiques, sociales, culturelles, bien au-delà de ces fonctions traditionnelles telles qu'elles sont présentées par ceux qui veulent que l'État s'y cantonne au XIXe siècle. Mais ces fonctions sont "subsumées" sous la volonté de faire régner l'ordre public : l'administration de la justice et la réglementation sociale et économique sont assurée d'abord en vue de l'ordre public.

Si la justice est présente, c'est au service de l'ordre public et l'arbitraire n'est pas considéré comme un mal en soi, seulement dans la mesure où le sentiment d'injustice peut

le troubler. Et si le roi protège la vie et les biens de ses sujets, cela reste relatif à la préservation de son pouvoir, des hiérarchies civiles qui sont censées faire tenir ensemble le corps social. Et si l'État s'efforce de garantir la circulation des hommes et des marchandises, les transactions et le commerce, c'est encore parce qu'il se doit de faire régner la paix civile. D'ailleurs le droit commercial est celui des marchands et l'*enforcement* des contrats est largement "endogène" (par l'ostracisation principalement).

Il en va de même du rôle réglementaire de l'État. Si l'administration de l'économie est omniprésente, elle n'est nullement envisagée en terme de bonheur individuel, mais l'ordre social existant doit être préservé et pour cela, il faut une "police des marchés", une "police des grains", il faut l'administration des rapports entre maîtres et serviteurs.

Observons que le risque principal que l'État fait alors courir aux individus et aux groupes sociaux *est son aspect de prédateur*. Protecteur des vies et des biens des sujets, il est aussi le principal danger pour ces vies et ces biens. La "violence nue, sans fard" bien sûr, mais aussi la violence fiscale. Et il est patent que les grandes révoltes d'Ancien régime se constituent sur ces bases.

### 3. L'ordre contractuel

La seconde strate, depuis le milieu du XVIIe siècle en Angleterre, correspond à l'établissement de l'ordre contractuel, à la défense de la propriété et des contrats, à la mise en place des institutions politiques et marchandes adaptées.

Naturellement, ils étaient défendus antérieurement, mais en relation à la défense de l'ordre public, maintenant l'ordre public s'impose pour défendre les pactes. Thomas Hobbes, plus que quiconque, opère cette révolution. Qu'il ait eu comme visée la défense de l'ordre public et qu'il ait abouti à préconiser une autorité de type absolutiste est caractéristique des grandes pensées qui changent le monde en restant "enchâssées" dans le monde ancien. Sur ces bases, Locke, Montesquieu et les Lumières fondent l'ordre libéral.

L'ordre contractuel correspond par conséquent à l'établissement d'un système de propriété privée aussi vaste que possible (c'est ce que perçoit "l'histoire whig" jusqu'à D. C. North), à sa protection y compris contre l'État, et à la garantie des obligations contractuelles. L'État ne se veut plus seulement protecteur *des biens et de la vie* des sujets, il se veut protecteur de la *propriété* de ces biens (ce qui n'est pas identique) et de la *sûreté* des contrats. L'État se doit aussi, dans cette ligne, de mettre en place les institutions qui permettent l'efficacité de marchés suffisamment concurrentiels, d'offrir une monnaie et de garantir sa stabilité.

Alors, au risque de l'*État prédateur* s'ajoute celui de l'*État opportuniste* qui, s'il garde et donne force aux contrats, peut être tenté de se ranger d'un côté. D'où l'esquisse d'une solution par Locke et Montesquieu (la division des pouvoirs). D'où aussi la critique de Marx : l'État complice du capital.

### 4. L'intervention de l'État dans les failles de l'ordre contractuel

La troisième strate étatique suppose l'intervention sur l'ordre économique dans des situations exceptionnelles.

**A.** Il s'agit d'abord de pallier les échecs de la coordination, les failles ou les faillites du marché. Léon Walras qui parachève l'analyse du deuxième niveau est aussi le premier à théoriser ce recours à l'État chaque fois que la libre concurrence indéfinie n'est pas possible

ou inefficace. L'analyse néo-classique, celle de Barone, Sidgwick, Marshall, Pigou, Samuelson, Buchanan et Allais, a livré la rationalité de ce type d'intervention. Lorsque l'on est en présence d'un bien collectif pur, lorsque existent des rendements croissants ou des barrières à l'entrée, que des effets de réseau constituent un monopole naturel (voies ferrées), lorsque l'on est présence d'externalités (ce qui, d'ailleurs, permet de rendre compte des autres "exceptions" comme des biens "tutélaires" dont l'État devrait contrôler la production et l'usage : l'éducation ou le tabac), alors le recours à l'État peut s'imposer pour rétablir des conditions concurrentielles, pour produire et distribuer (services publiques), pour contrôler les monopoles, pour réglementer ou réguler.

Ne nous y trompons pas, sous leurs aspects techniques, ces exceptions sont essentielles : le marché ne peut financer un "phare", disons une réseau d'informations disponibles pour tous gratuitement, un "rempart", disons la défense nationale ou, s'il le fait, s'il finance par exemple l'éducation ou la santé dont les externalités positives sont importantes, il est probable que le niveau atteint alors par la production d'éducation ou de santé sera inférieur au niveau optimal. D'où l'indispensable présence de l'État dans des cas d'exceptions qui peuvent être aussi importantes que "la règle". Face à une épidémie, à la contagion (cette forme médicale des externalités négatives), le recours au marché est inefficace et la simple protection par l'État de l'invention (et de plus en plus ouvertement de la découverte même) dans le cadre d'un système de brevet peut s'avérer catastrophique : on le voit avec le Sida en Afrique.

**B.** L'intervention de l'État s'impose encore lorsqu'il y a une crise, crise financière, choc exogène dont les conséquences risquent d'être systémiques, faillites d'entreprises importantes mettant en péril l'emploi d'une région ou l'équilibre du "tissu industriel". On reste dans le cadre de l'État infirmier : la norme, c'est le fonctionnement par la libre initiative des individus, mais dans la mesure où ça ne marche pas, alors l'État est là, en recours, pour protéger les citoyens contre un risque non assurable (incertitude radicale) ou, même, non assuré et de grande ampleur.

Une demande d'État de même nature se développe, en l'absence de choc majeur, du fait des secteurs en régression, des entreprises en difficultés, des groupes professionnels et sociaux qui estiment avoir subi une perte. Il est d'ailleurs banal de constater que, parfois, ceux qui se veulent les plus anti-étatistes sont les premiers à demander l'intervention de l'État.

Plus généralement, ce que recherchent les entreprises, ce n'est pas la concurrence qui érode les profits, mais le privilège et l'obtention d'un monopole qui crée une rente. Braudel dans la *Dynamique du capitalisme* (1985) écrivait : "Le capitalisme [...] s'appuie toujours, obstinément, sur des monopoles de droit ou de fait [...]. L'organisation, comme l'on dit aujourd'hui, continue à tourner le marché. Mais on a tort de considérer que c'est là un fait vraiment nouveau". D'où l'appel à l'État, dans des situations légitimes ou qui le sont moins (jusqu'à l'obtention par un groupe de pression politique d'un avantage ou d'un privilège ou la pure et simple concussion).

### 5. L'État et sa rationalité supérieure

La quatrième strate est celle de l'organisation par l'État d'un ordre économique et social estimé supérieur en terme d'équité ou d'efficacité statique ou dynamique : quelque chose de comparable au cortex cérébral. On passe de l'idée d'une intervention d'exception à la mise en œuvre d'un ordre nouveau, durable, estimé supérieur dans la mesure où la coordination

des individus (et des entreprises) est supposée, par essence, de mauvaise (ou de moins bonne) qualité.

On entre dans le vaste domaine de "l'ingénierie" économique et sociale qui va du réformisme social-démocrate au planisme, de l'organisation de type fasciste aux solutions de type communiste. C'est cet aspect de *Taxis* et non plus de *Cosmos*, c'est à dire d'organisation voulue, délibérée par opposition à l'ordre spontané que rejette F. Hayek dans *Law, Legislation and Liberty*, vol. 1, *Rules and Order* (1973). Avec le "dirigisme" ou "l'économie mixte, on est en présence d'une volonté de modifier la distribution des patrimoines ou la répartition des revenus, de mettre en œuvre une politique industrielle, de la recherche publique, d'orientation de l'investissement privé et d'investissement public, d'organisation de la croissance par la planification ou par des politiques de régulation économique. A la myopie des agents privés, à l'imperfection des marchés et à la fragilité de la rationalité privée s'oppose la croyance en la rationalité étatique, l'organisation de l'économie sous la houlette de l'État.

Allaient dans ce sens le planisme d'un Henri de Man, le dirigisme, Keynes et les post keynésiens, l'économie mixte et le marxisme des années '60 ou '70 (celui du capitalisme monopoliste d'État, en revanche dans l'Entre deux guerres, les marxistes s'opposent au planisme qui viendrait conforter le capitalisme dans l'optique d'un État - complice du capital)). L'intervention de l'État n'est plus exceptionnelle, mais fondamentale, et le rôle des marchés est résiduel.

Si le risque au premier niveau était celui de l'État prédateur, au second niveau de l'État opportuniste, ici le risque est double : d'un côté l'État totalitaire, de l'autre l'État inefficace dans sa volonté de tout entreprendre et de tout gérer. Les deux risques peuvent d'ailleurs être cumulés.

#### 6. La situation actuelle : une coupe transversale

La quatrième strate s'est effondrée : à tort ou à raison, la rationalité de l'État organisateur de la vie économique et sociale est aujourd'hui largement considérée comme inférieure à la rationalité individuelle coordonnée par le marché (aux "exceptions" près). Sans doute, l'effondrement de l'économie soviétique, cette expérience extrême, n'est pas probante du fait même de son extrémisme, même si elle est un aspect de l'effondrement général. Mais qui se souvient des prophéties sur la "convergence des systèmes" capitaliste et communiste vers une économie mixte éclectique ?

Dans ce nouveau paradigme, il est convenu que l'État n'a plus à produire lorsque l'initiative privée est efficace. Les privatisations se sont généralisées, le secteur public anglais, les acquis du travaillisme, ont été abattus par Margaret Thatcher et ses conseillers, le système réglementaire américain qui avait connu une nouvelle apogée sous la présidence Johnson s'est effondré sous les coups de la déréglementation reaganienne, partout l'idéal redistributeur de type welfariste a reculé, le droit social qui se voulait protecteur des intérêts des salariés recule aussi, pas à pas. La rationalité du marché par la coordinations d'unités décentralisées est estimée supérieure à la rationalité organisatrice de l'État.

La troisième strate étatique, celle qui constitue les "béquilles" de l'ordre contractuel n'a jamais été remise en cause. Les dépenses publiques de son fait se sont même accrues depuis 1985 (pour l'ensemble des 30 pays de l'OCDE, la part des prélèvements obligatoires dans le PIB s'est accru de 3,5 points entre 1985 et 1999, seulement de 2,8 pour les États-

Unis). En revanche elle modifie son mode opératoire et tend à se mondialiser en même temps que se mondialise l'ordre contractuel lui-même.

*Son premier volet*, la dimension "allocative", disons les cas de "market failures", s'est adapté. Il a du le faire, d'abord, parce qu'il n'est plus dans l'ambiance antérieure d'organisation de l'économie par l'État. Le traitement de situations où l'on se trouve en présence d'externalités n'est pas le même lorsque l'ambiance privilégie la rationalité des marchés ou lorsqu'elle suppose l'efficacité de l'organisation étatique.

En second lieu, le développement de la théorie des *Property Rights* vers la théorie des asymétries informationnelles a rendu possible de nouvelles situations : les cas où le recours à l'État semblaient nécessaires se sont réduits comme peau de chagrin. Dès lors les services publics "à la française" laissent la place au système des *Public Utilities* à l'américaine avec régulateur, les monopoles naturels ont été dépassés ou dépouillés par la filiarisation de tout ce qui ne l'était pas (le réseau restant monopole, les flux étant privatisés), Coase a montré que la solution pigovienne (où les pollueurs sont les payeurs de taxes spécifiques) face aux externalités négatives sur l'environnement pouvait être remplacée par un système marchand de droits à polluer. L'hypothèse consistant à faire payer les pollués prend corps (on payerait pour renvoyer les pollueurs vers ceux qui ne peuvent ou ne veulent payer) même s'il est plus facile de faire payer un petit nombre de pollueurs qu'un grand nombre de pollués.

Le système s'adapte donc, il a pris une certaine distance avec l'administration directe par l'État, mais il est toujours aussi présent : les régulateurs restent nécessaires, même s'ils ne sont plus de simples démembrés de l'État, on recherche des agences de certification, nombre de banques centrales sont devenues indépendantes, mais on est loin de revenir au Free Banking, les biens "tutélaires" sont redéfinis, mais, l'un dans l'autre, leur domaine ne se réduit pas.

En ce qui concerne *le second volet*, l'intervention en cas de choc exogène, de risque de crise systémique, les observations récentes sur le retour de l'État ne doivent pas nous leurrer : dans ce rôle l'État n'a pas reculé (en 1987, lors du krach, les grandes banques centrales avaient massivement reflaté et de même au début des années '90. Il revient en force aux États-Unis actuellement simplement parce que la crise est là, *et si ce n'est pas le cas en Europe, ou plus modestement, c'est parce que toute politique européenne (et pas seulement économique) est entravée par les contradictions de la construction européenne.*

Venons-en au deuxième étage : on assiste à *la mondialisation de l'ordre contractuel* lui-même, des institutions et des règles nouvelles s'imposant à cette échelle - pensons à l'OMC et à son organe de règlement des différends (ORD). Elle devrait s'amplifier par des institutions juridiques faisant respecter les règles de la concurrence, un droit social et un droit de l'environnement minimal.

On peut résumer les choses en disant que la quatrième strate, *l'organisation par l'État de l'économie et de la société*, s'est effondrée tandis que, dans son rôle d'intervention "exceptionnelle", l'État revient dans la crise, en s'adaptant, tandis que s'accomplit sous nos yeux la "globalisation" de l'ordre contractuel, de ses règles, et des politiques allocatives ou interventionnistes qui l'étaient.

*Reste le premier niveau, celui de l'ordre public.* On peut résumer les choses en disant que Léviathan est toujours là : sous les couches sophistiquées, le cerveau reptilien de l'État reste tapi, ce niveau primordial qui sous-tend le maintien de l'ordre public et s'est construit sur les bases du paléo-État. L'objectif d'ordre public a toujours été dominant au niveau des

relations internationales, malgré "le doux commerce". Même dans la paix, il laisse entrevoir le recours à la guerre comme un aboutissement possible de la politique, voire de la concurrence, et il continue de veiller sur les relations intranationales dans la mesure où il détient le monopole de la violence légitime (Max Weber). Mais je ne vise pas ici le rôle normal de l'État lorsque la loi n'est pas respectée et pour veiller aux obligations contractuelles. Je vise les "retours de flamme" de l'État dans les situations extrêmes de crise. *Dans ces situations, le politique surdétermine l'économie* et des décisions qui, la veille, étaient impensables sont prises dans l'urgence. Et le temps de l'arbitraire risque de revenir. On n'en pas là, mais déjà aux États-Unis comme en Europe, certains aspects de libertés publiques sont mises en question. Rappelons-nous : la guerre froide avait rendu possible le maccarthysme aux États-Unis comme les attentats anarchistes avait jadis provoqué l'adoption des "lois scélérates", sans parler de l'arbitraire, y compris le recours à la torture et à l'assassinat, que la guerre d'Algérie avait déclenché. Aujourd'hui, face au terrorisme transnational, ne va-t-on pas assister à une transnationalisation de l'ordre public ?

Après le 11 septembre, sans consultation du Congrès, on a vu le gouvernement américain mettre en place avec le *Patriot Act* des mesures comme la détention pendant un temps illimité des étrangers suspectés, l'autorisation de l'écoute des conversations privées entre les prisonniers et leurs avocats, la mise en place des tribunaux militaire d'exception pour les étrangers. Ce n'est probablement qu'un début et le risque de dérapage est d'autant plus grand que face à l'insécurité croissante, l'enfermement revient pour les vagabonds, "les prolétaires sans feu ni lieu"..

Si les "populations dangereuses" sont pensées à l'échelle planétaire, la répression ne va-t-elle pas s'organiser à ce niveau ? Une mondialisation de l'ordre public qui pourrait se faire au détriment des échanges mondiaux. Depuis quelques années, on voit monter cette tendance à la "transnationalisation" policière (le "droit d'ingérence", la compétence universelle des tribunaux). Elle devrait se développer, mais sans que l'on puisse parler d'une mondialisation. Les États-nations resteront les "briques" essentielles d'un ordre public planétaire : ce sont eux qui détiennent les moyens de "la violence légitime" et un "système des États" comme celui de l'Europe au XIXe siècle est d'actualité. Et les États-Unis s'attribuent le rôle de policiers du monde.

Il n'est pas question de porter un jugement de valeur sur ce retour de flamme de la couche primordiale, celle qui garanti l'ordre public, ce cerveau reptilien. Face au danger, les individus comme les groupes sociaux s'appuient sur elle, sur ses réflexes. Moins sophistiquée que les couches supérieures, sans parler même du cortex, elle peut être un élément crucial de la survie dans des conditions extrêmes, mais elle est aussi extrêmement dangereuse. Son art tout d'exécution, sa rapidité l'empêche de "faire dans le détail" et elle tend à soumettre à sa logique aussi bien l'administration de la justice que l'administration économique et sociale. Aujourd'hui, sous la direction de l'État américain, cette logique tend, elle aussi, à se globaliser. Il est même possible de penser que le processus de mondialisation retrouve, à cette échelle "globale", le processus qui a conduit aux États nationaux : alors la "globalisation" de la couche reptilienne, l'ordre public, précéderait la construction de la couche formée par l'ordre contractuel ; et qui sait, à l'horizon, l'élaboration d'un néo-cortex à l'échelle mondiale ?

### **III. Les trois stades du capitalisme**

Dans les années 1980, avec Bernard Rosier nous avons proposé une périodisation du capitalisme fondée sur la succession "d'ordres productifs" dont la genèse, la maturation et l'épuisement engendraient les rythmes longs de l'économie. Dans quelle mesure faut-il amender cette analyse ?

### 1. Ordres et paradigmes économiques, les rythmes longs

Le capitalisme évolue. Il est passé par une succession d'étapes, chacune ayant une certaine cohérence interne et une certaine spécificité. Le concept "d'ordre productif" [Rosier, 1988 ; Dockès et Rosier, 1983, 177] permet de désigner la cohérence relative d'un système économique avec ses caractéristiques techniques, les formes prises par la division du travail et les rapports sociaux (le mode d'accumulation du capital) et ses procédures de "gouvernance", la régulation pouvant se faire par le marché ou supposer une organisation (de type corporatiste ou/et par l'intervention de l'État). Il doit être cependant entendu que l'ordre concret ne correspond que plus ou moins bien avec les représentations des hommes, d'abord des dirigeants, quant aux modalités normales de la production, le "modèle" (ou "paradigme") productif qu'ils ont à l'esprit. Mais le paradigme cherche à façonner l'ordre concret tandis que celui-ci conforte le paradigme, au point que toute alternative finit par sembler impossible.

A toute époque, cependant, la diversité dans l'espace est considérable, et cette diversité joue d'ailleurs un rôle majeur dans l'évolution. S'il existe donc *des* ordres productifs nationaux, à l'échelle mondiale (ou d'une fraction du monde), on peut chercher à caractériser *un* ordre productif complexe généralement dominé par une économie-centre : l'époque "moderne" n'a connu que l'Angleterre et les États-Unis, mais la dominance d'un modèle national est plus subtile puisqu'intervient l'idée que l'on se fait du dynamisme ou de l'efficacité, d'où la succession Angleterre, Allemagne et États-Unis, puis seulement ces derniers, l'intermède du Japon, enfin les États-Unis à nouveau. Le changement de modèle, et d'ordre, économique suppose que l'ancien soit entré en crise, une crise globale (au-delà des "rafistolages", même si la "solution" globale suppose des innovations partielles qui finissent par "faire système") qui exacerbe des conflits pluriels porteurs d'innovations dans les domaines les plus divers.

Il pouvait sembler assez raisonnable de supposer une relation entre la prévalence d'un ordre productif stabilisé et une phase d'expansion longue robuste et, inversement, entre la déconstruction de l'ordre productif et une dépression longue. D'où l'idée qu'à chaque "vague" longue correspond un modèle productif, ce qui impose un certain renversement de perspective, les rythmes longs de la conjoncture devenant la conséquence d'une logique évolutive en terme d'ordres productifs. En effet :

- Au cours des périodes d'efficacité d'un ordre productif, l'offre de marchandises, rendue élastique grâce à une base technique "jeune" serait capable de satisfaire une demande croissante surtout dans les secteurs nouveaux, les rapports sociaux seraient performants pour le capital, stabilisés, avec des institutions adaptées, un mode de gouvernance pertinent. Cela permettrait de rendre compte d'importants gains de productivité, de la rentabilité du capital et du rythme élevé de son accumulation.

- Cette réussite même finirait par produire un épuisement des gains de productivité, un changement des rapports de force au sein du "diagramme social" et un affaiblissement du dynamisme de la demande, d'où la baisse du taux de profit et finalement le retournement de la conjoncture longue. La dépression longue serait un temps de "destruction-créatrice", un

temps de durcissement de la compétition et des conflits favorable à la recherche de nouvelles solutions, un "laboratoire économique et social" où, par tâtonnement, l'ordre productif nouveau se constituerait, cet ordre productif pouvant être considéré comme une innovation globale mettant en cohérence des innovations dans des domaines les plus divers, technologiques et institutionnels.

En somme, la succession "classique" des "kondratiev" induite dans l'optique schumpeterienne par des innovations technologiques, le serait ici par la genèse d'un système ordonné d'innovations plurielles<sup>5</sup>.

## 2. Une périodisation problématique

Non seulement l'application historique de cette théorie trop générale suppose des aménagements afin d'éviter le "mécanicisme", mais l'existence des rythmes kondratiev est elle-même problématique.

1) Dès l'origine, nous rejetons l'idée selon laquelle toute dépression longue générerait un nouvel ordre productif, toute expansion longue correspondant à un modèle productif abouti. Un temps plus long, des crises majeures peuvent être nécessaires pour achever un ordre productif. Ainsi il faut (au moins) toute la période 1770 - 1848 pour qu'aboutisse le long enfantement d'un ordre productif nouveau, le capitalisme manufacturier, concurrentiel et libéral. Ce n'est qu'après 1850 que cet ordre productif peut être considéré comme achevé, relativement stabilisé grâce au rétablissement de l'ordre social et politique. Entre 1850 et 1870/73, ce premier capitalisme vit sa grande période de maturité triomphante ; il ne commence à se décomposer qu'ensuite tandis qu'un autre modèle s'élabore à la fin du XIXe siècle.

De même, si la fin du XIXe siècle est le temps de la deuxième révolution industrielle et d'innovations organisationnelles et institutionnelles majeures, la période ne suffit pas à produire un ordre productif stabilisé : les trente premières années du XXe siècle sont tout ce que l'on veut sauf cela ! Il faudra toute la période des années trente et quarante pour qu'émerge pleinement le capitalisme organisé<sup>6</sup>. Exceptionnellement performant, il régnera jusqu'au milieu des années '70.

2) Le rythme kondratiev lui-même est problématique. Il ne peut être retenu, avec des réserves, que pour les deux secondes moitiés des deux siècles où s'observe une rupture du rythme de croissance, respectivement au milieu des années 1870 et 1970. En revanche, le supposé premier kondratiev est essentiellement une longue période inflationniste de révolutions, de guerres suivie d'une période, certes déflationniste dans l'ensemble, mais avec une solide croissance (entrecoupée par deux fortes crises au cours des années 1825-32 et des années 1840). Quant à la période couverte par un éventuel troisième kondratiev, si elle est formée d'une expansion de vingt ans jusqu'en 1914 (la "Belle époque"), elle est suivie d'une guerre qui bouleverse la société, des années '20 violemment secouées, enfin

---

<sup>5</sup> Cf. en particulier [Freeman et Perez].

<sup>6</sup> D'où le "capitalisme concurrentiel" à cheval sur deux "cycles", un ordre productif "capitalisme monopoliste" (engendré lors de la phase B du kondratiev II) et un ordre productif "capitalisme monopoliste achevé ou à régulation keynéso-fordiste" engendré par la dépression des années trente (la phase B du kondratiev III) et actif après la guerre *in* : [Dockès et Rosier, 1983, 190].

d'une crise majeure devenue une catastrophe par une série d'enchaînements cumulatifs en l'absence de régulations efficaces.

3) L'explication schumpétérienne de base, quatre vagues d'innovations technologiques majeures, ne "tient pas la route". Les innovations technologiques semblent dispersées de façon aléatoire dans le temps [Freeman, 1984], et non pas particulièrement concentrées dans les fins de dépression et les grandes vagues "schumpeteriennes" semblent des constructions *ad hoc*.

Prenons la Révolution industrielle, la vague des machines outils et la machine à vapeur. Non seulement elle débute, dès les années 1760, par la formation de manufactures rassemblant des ouvriers travaillant sur d'anciens métiers, les "machines-outils" (dont l'essor fut rapide dès les années 1780 dans les industries textiles) venant se greffer sur la "manufacture rassemblée", mais les nouvelles fabriques étaient mues par la force hydraulique. Ce n'est qu'ensuite que les machines à vapeur furent adaptées à ces nouveaux besoins. S'il y eut alors essor d'un système complexe, le *Factory system*, le développement de ces "fabriques à vapeur" s'enfle en se diversifiant vers d'autres industries *jusqu'à la fin des années 1860*, ce qui épouse mal les contours étroits d'un premier kondratiev. Et la supposée seconde vague innovatrice, celle du chemin de fer, a une telle parenté *technique* avec la "fabrique à vapeur" qu'il semble plus pertinent, sur ce terrain même, de penser une période séculaire d'essor très puissant des machines-outils mus à la vapeur, *y compris le chemin de fer*, de 1780 jusqu'aux années 1870/80, avec des poussées innovatrices successives dans diverses industries, le chemin de fer pesant d'un poids considérable, unique sans doute dans l'histoire économique<sup>7</sup> par l'effet d'entraînement de ces investissements, par le rôle de son financement sur la conjoncture (les crises ferroviaires), par l'unification de vastes territoires et l'intensification de la concurrence.

Si l'on considère les innovations technologiques des années 1880/95 (électricité, chimie nouvelle, métallurgie de l'acier, moteur à explosion, téléphone) ne faut-il admettre qu'elles sont à l'origine d'une trajectoire technologique unique qui s'enfle *jusqu'à la fin des années 1960* dans la mesure où elle est relayée par l'extraordinaire poussée de l'automobile surtout, de l'aviation, de l'audiovisuel et des biens de consommation durable des ménages ? En effet, si l'on se focalise sur l'automobile, ne constitue-t-elle pas un des principaux ressorts pendant la Belle époque et la Guerre de 1914-18, les années 1920 et jusqu'aux années 1950 et 1960 (et la sidérurgie reste basique jusqu'à la fin des années '50). On est donc en présence, à nouveau, d'une poussée séculaire qui s'élabore dans les années 1880-95, et qui se prolonge en des poussées technologiques successives, mais apparentées, jusqu'à la fin des années 1960.

Finalement, non quatre mutations majeures, mais classiquement deux révolutions industrielles. Aujourd'hui nous connaissons une révolution d'ampleur comparable, sur la base d'innovations techniques souvent initiées dès la Seconde guerre mondiale, développées au cours des "Trente glorieuses", mais qui s'épanouissent et forment un nouveau système technique pendant les années 1980.

4) Les guerres, jouent un rôle essentiel. On pourrait tenter d'endogénéiser partiellement ces guerres, leurs facteurs économiques étant importants, au risque de tomber dans un

---

<sup>7</sup> Ce qui reste controversé. Sur le débat initié par Robert W. Fogel, cf. [Verley, 1997, 187 ; Fohlen, 1997, 288].

économisme simpliste. Surtout l'inverse est vrai également : les grandes guerres surdéterminent l'évolution économique. On peut prendre l'exemple de la guerre de 1914-1918, bouleversement sans précédent. D'une part, elle est l'aboutissement de la montée du nationalisme (économique et politique) et de l'impérialisme en relation avec le nouvel ordre productif qui émerge dans les années 1880, d'autre part, elle introduit des innovations techniques, organisationnelles, sociales et sociétales majeures, elle est le laboratoire du dirigisme, elle déstabilise les économies monétaires intra et internationales par l'inflation que son financement a imposé et par le coût des tentatives de retour à l'ordre monétaire des années '20, par la déflation sévère comme en Angleterre ou l'hyperinflation comme en Allemagne. De même, la guerre de 1940-45, la "guerre froide" et les guerres de décolonisation, la montée actuelle d'une intense conflictualité transnationale "agissent" sur l'économie autant qu'elles sont "agies" par elle.

5) Les rythmes sont différents dans l'espace mondial et ces différences rendent compte des transformations dans la polarisation de l'économie-monde. Ainsi la fin du XIXe siècle est une dépression longue pour l'Angleterre et la France, ni l'Allemagne ni les États-Unis ne connaissent la crise des années 1880<sup>8</sup>. Les années 20 sont une période de vive croissance aux États-Unis, de dépression en Angleterre, ce qui correspond à des transformations majeures des rapports de puissance économique et politique. Autre exemple, loin de connaître la dépression, les États-Unis connaissent une longue expansion entre la fin 1982 et l'été '90 (même si les récessions qui l'encadrent sont fortes).

## 2. Capitalisme libéral, capitalisme organisé, néo-capitalisme : trois ordres productifs

De même que, *sur le terrain des grandes innovations technologiques*, nous avons deux, probablement trois grandes poussées, *sur le terrain institutionnel* la genèse du capitalisme contemporain se serait développée en trois longues périodes : 1) une phase libérale correspondant au "marché autorégulateur" sur la base du démantèlement antérieur des institutions protectrices de la société, 2) une longue "parenthèse" correspondant à la réaction de la société par l'intermédiaire de l'État et dans un cadre national, 3) le "retour", à un tout autre niveau, d'un néo-capitalisme libéral, mondial, sur la base du démantèlement antérieur partiel des institutions protectrices. Il doit cependant être entendu que le libéralisme de la première phase ne signifie pas l'absence de rôle de l'État et, réciproquement, que la montée graduelle de l'organisation au cours de la seconde phase, laisse une place considérable aux marchés. Cette mixité se retrouve dans la phase actuelle où les anciennes régulations étatiques et la "coordination ex ante" de type "corporatiste" restent présentes. En d'autres termes, il ne s'agit que de dominance d'un "genre" sur l'autre.

Cette périodisation doit beaucoup aux analyses de Karl Polanyi [Polanyi, 1983]. Pour celui-ci, dans les sociétés anciennes, l'économie était encadrée dans le social et le politique. L'histoire de la destruction de ces sociétés est celle d'un véritable arrachement de l'économique hors du social. Si un premier développement du capitalisme correspond à cette montée de l'utopie destructrice du "marché autorégulateur", un second voit la revanche de la société et de l'État. Publiant sa *Grande transformation* en 1944, il a cru que le capitalisme libéral était une parenthèse, une *erreur de perspective* explicable par la période qu'il vivait. Mais il a vu que les années postérieures à 1880 connaissent une Grande

---

<sup>8</sup> L'Allemagne connaît surtout une crise en 1873 et 1879, les États-Unis une basse conjoncture entre 1873 et 1879, mais d'ampleur modeste.

transformation qu'il a pu suivre jusqu'à la deuxième guerre mondiale, mais qui s'est épanouie et précisée ensuite. Il montre comment alors les autorités publiques mettent en œuvre une régulation de l'économie par le politique, comment se développe le syndicalisme, l'impérialisme, le protectionnisme et, au début du XXe siècle, la monnaie dirigée, l'intervention de l'État dans l'économie, le communisme et le fascisme.

S'il pensait la période des années "libérales" comme une aberration vouée à l'échec, aujourd'hui le changement de perspective, pourrait faire penser, *a contrario*, que la période des années 1880-1980 n'est qu'une longue parenthèse de "capitalisme organisé" rendue nécessaire par les excès du capitalisme libéral et imposée par des forces anticapitaliste puissantes. Au cours des années 1970 et 1980, la montée du chômage, l'épuisement du mouvement ouvrier et l'étiollement des forces antimonopolistes permirent un certain démantèlement des institutions protectrices et la genèse du néocapitalisme libéral et global.

*D'où trois modèles productifs dans l'histoire du capitalisme productif avec comme charnières les années 1880 et 1980.*

1. La période de la fin du XVIIIe siècle à 1870 est alors une seule longue "inspiration" qui recouvre la Révolution industrielle et la Révolution française avec le démantèlement des institutions protectrices, la formation du *Factory System*, la genèse du marché régulateur. Elle englobe les années 1816-1848 de stabilisation sociopolitique suivie de celles, 1850-70, qui marquent l'apogée du capitalisme libéral. Si la Commune de Paris a pu être considérée comme un premier signal de nouvelles résistances, il est pour le moins ambigu (en partie accidentelle - la défaite - elle est autant l'ultime poussée révolutionnaire traditionnelle, un sursaut nationaliste, une revanche sur juin 1848 que l'ébauche d'une nouvelle contestation), au niveau économique l'essentiel est, dans les années 1880, l'intensification de la concurrence et le développement d'une concentration verticale, surtout aux États-Unis et en Allemagne, la concurrence produisant son contraire. Se conjuguent alors le développement du syndicalisme, les revendications ouvrières et une large réaction *à la fois* contre les excès de la concurrence (qui pousse à l'organisation des industries) et contre les dangers du gigantisme et du monopole (une demande d'intervention régulatrice de l'État).

2. *Le second temps*, dès les années 1880 et jusqu'aux années 1980, correspond au siècle de "capitalisme organisé". Le "fordisme" n'est pas une période "isolée"; il est replacé dans une lente gestation qui se développe, non en une poussée continue, mais en un rythme heurté, jusqu'à son apogée dans les années qui suivent la Seconde guerre mondiale.

L'évolution même du capitalisme libéral ("gigantisme" des entreprises, montée en puissance de la classe ouvrière) réduisant l'efficacité des régulations marchandes, accroissant le coût économique et social du "laissez-faire", le rendant insupportable à des couches sociales nombreuses explique le recours à l'organisation dans l'entreprise, au niveau des industries et au niveau de la société par l'intervention de l'État. Mais la voie démocratique d'organisation de l'économie et de la société (Welfare State, organisation des rapports sociaux, contrôle de la finance, régulation macroéconomique) suppose une sorte de tâtonnement expérimental dans le long terme et va prendre d'autant plus de temps à se mettre en place que, d'un côté, le libéralisme économique résiste et que, de l'autre, des modes d'organisation sociale à vocation totalitaire visent à s'imposer.

Le basculement date des années 1880/90 avec le gigantisme et l'organisation managériale, l'organisation des industries et le monopolisme, avec le grand syndicalisme,

l'intervention de l'État pour assurer la protection sociale, la protection commerciale des intérêts nationaux, le colonialisme, l'intervention de l'État dans l'organisation industrielle, clairement du côté des cartels en Allemagne, de façon très contradictoire aux États-Unis. Nous avons dit le rôle de la guerre de 1914 ; fracture fondamentale de la société européenne, elle a servi de "laboratoire" du capitalisme organisé et les années '20 apparaissent comme une tentative avortée de retour à l'ordre ancien ; elles concrétisent le basculement de l'axe du monde vers les États-Unis.

La crise des années trente<sup>9</sup> s'analyse comme la sanction de cet échec et de ce changement d'axe non assumé, comme une crise financière devenue systémique (par les interactions cumulatives finance - industrie, États-Unis - Europe) dont l'assise est une crise de surinvestissement sur fond de fragilité des débouchés (la montée de l'importance relative du salariat s'est accompagnée d'une modération salariale). Mais sa durée, sa profondeur, l'absence de toute sortie s'explique par la faillite du mode de gouvernance : inefficience de la régulation marchande et absence d'une régulation macroéconomique par l'État.

La seconde guerre mondiale, second temps de la guerre nationaliste et premier acte d'un règlement de compte à l'échelle mondiale entre les divers systèmes sociaux qui se continuera par la Guerre froide entre les deux formations sociales victorieuses, le second acte. La fin de la seconde guerre mondiale permettra l'achèvement du "capitalisme organisé démocratique" par la mise en place d'une régulation étatique, d'où les Trente glorieuses, son efficacité économique exceptionnelle. La fin de la "guerre froide" inaugure à son tour une transformation majeure, même si l'effondrement de l'empire soviétique n'est qu'un facteur parmi d'autres.

3. Le troisième temps, dès le début des années 1990, correspond à un Nouveau capitalisme transnational. Même si certains aspects du nouveau modèle économique se sont mis en place avant les années '70 (percées technologiques, début du processus de transnationalisation), le système nouveau s'agrège au cours des années '70 et '80, une période qui marque une rupture du rythme d'accumulation par rapport aux années antérieures, qui voit le retour du cycle et des crises, la montée forte du chômage, la décomposition des modalités régulatrices et le démantèlement d'institutions protectrices, mais où se construisent de nouveaux rapports dans l'entreprise, où ses modes de gouvernance se transforment, où le libéralisme et la loi du marché mondial s'affirment avec la nouvelle logique "métacapitaliste".

#### **IV. Le néocapitalisme inachevé**

Quels sont les caractères majeurs, non d'une *Nouvelle économie*, mais précisément du *néocapitalisme* ? Nous commencerons par esquisser ses caractères majeurs, puis nous dirons pourquoi ce néocapitalisme est loin d'être achevé, stabilisé.

##### 1. Caractères du néocapitalisme

Toute une série de caractères majeurs dessinent le néocapitalisme. Avant de les étudier succinctement, il nous faut caractériser le paradigme productif, c'est à dire les

---

<sup>9</sup> Cf. la récente analyse de [Joshua, 1999].

représentations dominantes (ou qui le furent jusqu'à une époque récente) de cet ordre productif nouveau.

#### a. *Le paradigme : La New Economy*

On est en présence d'une sorte de livre virtuel de recettes productives qui livre la façon de procéder en matière d'organisation de l'entreprise, de gestion de la force de travail, de mode de gouvernance, de politiques macroéconomiques etc. Ce paradigme dominant<sup>10</sup> est présent dans les manuels de gestion, dans l'esprit des dirigeants d'entreprise, des cadres supérieurs, la *New Economy* en est un aspect.

Au milieu des années '90, lorsque la *New Economy*<sup>11</sup> émerge, elle est rapidement portée aux nues. Ce paradigme est une variante libérale de la pensée schumpeterienne : une révolution technologique - NTIC, révolution digitale, une *wightless economy* immatérielle fondée sur la connaissance - accompagnée par des transformations économiques majeures - économie de marché mondialisée, concurrence quasi-parfaite, économie en réseaux, accroissement de l'autonomie et de la responsabilité des individus - qu'elle a pour une part imposée, serait cause d'une "nouvelle ère économique", avec ses lois spécifiques. D'où l'avènement d'une croissance stable (fin des cycles) et durable (au moins une génération), sans chômage et sans inflation dans la mesure où les gains de productivité dépasseraient les hausses de salaire, où la bourse croîtrait de façon forte et continue. Sur le terrain de la politique économique, la régulation macroéconomique et le *Welfare State* (et toute intervention de l'État) devaient être jetés par dessus bord<sup>12</sup>. Et, bien sûr, en toile de fond, l'idée que la fin de l'histoire est à l'horizon avec le triomphe définitif de l'économie de marché alliée à la démocratie.

Si je partage l'idée selon laquelle l'économie mondiale est entrée dans une "nouvelle ère", les distorsions avec la réalité de l'ordre productif nouveau sont manifestes. La première tient à la "vulgate" schumpeterienne : un "technocentrisme" qui, à nouveau, veut nous faire prendre son hymne au progrès pour "l'hymne à la joie", qui fait de la révolution technologique "la loi et les prophètes", le *principe essentiel*, seul déterminant et considère toutes les autres transformations comme induites. L'erreur du vieux, et toujours renaissant, "technicisme" a comme conséquence de faire croire qu'il n'existe qu'une seule voie, fatale car supposée de l'ordre de la science et de la technique. La seconde distorsion tient à une microéconomie, la vulgate walrasienne, qui croit que la mécanique parfaite des marchés concurrentiels engendre la stabilité du nouveau système. La troisième distorsion tient à la méconnaissance d'aspects cruciaux de la nouvelle finance "globale", du rôle du "métacapitalisme", de la spéculation. La quatrième tient à l'idéologie libérale-libertarienne qui prédit l'âge d'or pour peu que l'on suive les bons préceptes. Une cinquième, enfin, tient à l'oubli du rôle de la violence dans l'histoire.

#### b. *Les technologies.*

---

<sup>10</sup> On peut également parler d'un "nouvel esprit du capitalisme" [Boltanski et Chiapello, 1999].

<sup>11</sup> *Business Week, Wired, Red Herring, The Industry Standard*. Pour un exposé des thèses de la *New Economy* cf. par exemple [Shepard, 1997 ; Schwartz et Leyden, 1997], pour une position équilibrée [*Espérances et menaces de la Nouvelle économie*, 2000] et critique [Krugman, 1998 ; Paulré, 1999].

<sup>12</sup> La *New economy* ayant d'ailleurs un objectif de court terme : empêcher Alan Greenspan de hausser les taux d'intérêt pour casser la "bulle irrationnelle".

Le monde a connu, et connaît, une révolution des biotechnologies et des technologies de l'information et de la communication<sup>13</sup> qui, par sa nature même, affecte l'ensemble des activités productives et engendre de nouvelles "industries" motrices, parfois *wightless*. Cette révolution vient de plus loin qu'on ne croit. Ainsi, en ce qui concerne l'e-économie, ses racines plongent dans la Seconde guerre mondiale avec l'ordinateur, puis la révolution se continue par l'informatique, etc.

Cette mutation technique n'est qu'un aspect, majeur il est vrai, du néocapitalisme et il serait erroné de cantonner ce nouvel ordre productif aux techniques ou de supposer que les transformations socio-institutionnelles sont de simples conséquences de cette révolution technologique.

#### *c. La "transnationalisation".*

Elle recouvre non seulement la liberté absolue de déplacements des capitaux, quasi-absolue des marchandises (en revanche ceux des hommes restent sévèrement entravés), la transnationalisation de l'information, mais aussi un changement de la logique d'une accumulation devenue planétaire, d'où l'ubiquité des grands groupes, les marchés "globaux", les délocalisation et fusions à l'échelle mondiale, d'où une division du travail intrafirme planétaire, des stratégies des firmes pensées et menées à l'échelle du globe, d'où aussi un mouvement de contestation antimondialisation qui, lui-même, s'organise à l'échelle mondiale. Certes les nouvelles technologies ont facilité ce processus, mais l'essentiel est de noter que la mondialisation est dans la nature du métacapitalisme.

#### *d. Le marché.*

Le marché est (re)devenu le mode principal de la régulation économique et sociale, l'incontournable médiation des processus de production et d'accumulation. Il oriente et régule. S'il est autorégulateur, c'est au sens de Polanyi : s'il n'y a guère de mécanisme de retour automatique à l'équilibre - d'où une régulation "de second rang" par la crise - il tend à n'être régulé que par lui-même, l'État n'intervenant qu'à la marge pour le contrôler, et la société se laissant conformer par lui. Les institutions nouvelles ne visent plus à dominer le marché, seulement à tempérer ses conséquences par des mesures d'assistance sociale ou entrepreneuriale. Certes, les interventions régulatrices de l'État n'ont pas disparues à l'échelle nationale, en particulier celui-ci conserve une puissante capacité d'intervention contre le développement de récessions cumulatives, mais elles sont soumises à la logique "transnationale" et, à cette échelle, le marché est le mode quasi-exclusif de régulation. Certes, les nouveaux conflits politiques transnationaux inaugurés par les attentats terroristes contre les tours du WTC à New York peuvent surdéterminer (à nouveau) l'économie et imposer des contrôles, en particulier pour assurer une certaine transparence de flux de capitaux, mais on est loin de l'esprit du New Deal et d'un retour à l'organisation par l'État, même si, en germe, il y a peut être là l'esquisse d'un nouveau mode de gouvernance à l'échelle globale, sous la houlette des États-Unis.

En attendant, la logique marchande continue de s'appropriier des champs nouveaux : pensons à l'appropriation du vivant, du patrimoine génétique humain. En ce qui concerne le travail, la marchandisation est synonyme de flexibilité interne (l'employé "à tout faire"

---

<sup>13</sup> Sur l'importance de la révolution "bio" par rapport aux technologies de l'information, cf. [Boyer, 2002].

comme "la bonne à tout faire" des bourgeois des années 1950) et externe (licenciement aisé, précarité des CDD, du travail temporaire, externalisation, sous-traitance, parfois avec des aspects qui rappellent l'ancien *marchandage*), de mobilité (parfois une nomadisation subie, un néo-vagabondage), de mobilisation, d'où le retour du contrat de travail individuel. Naturellement, les anciennes institutions qui régissaient les relations entreprises-travailleurs, le droit du travail, la négociation et les conventions collectives n'ont pas disparues, mais elles sont sur la défensive et, peu à peu, battent en retraite comme le sont les centrales syndicales. Quant aux effets les plus sévères du recours au marché du travail, chômage de longue durée, paupérisme, ils sont l'objet d'une assistance par les nouvelles lois sur les pauvres, du RMI à des formes d'impôt négatif, un système que l'on peut rapprocher du Spinhamland System au début de la Révolution industrielle anglaise (pour prolonger la comparaison historique, ne voit-on pas monter le risque d'un troisième enfermement, après ceux de l'âge classique et du XIXe siècle ?).

#### *e. L'entreprise*

L'entreprise s'est décentralisée, est devenue plus flexible et joue davantage sur des incitations "autoritaires" que sur le strict commandement. Elle privilégie une organisation en unités autonomes régies par de pseudo-marchés, reliés dans des réseaux en reconfiguration perpétuelle selon la logique du projet. Elle recherche l'externalisation des activités. Elle vise à établir des relations plus "horizontales" que "verticales, d'où une hiérarchie plus "plate", plus de responsabilités à chaque échelon. Enfin, autour d'une technologie flexible, les opérateurs deviennent plurifonctionnels : c'est la fin des qualifications rigides, des statuts protégés, du taylorisme. Les agents se doivent d'avoir des qualités d'adaptabilité, d'engagement, mais de mobilité, le sens des responsabilités et du "collectif", ils doivent être en apprentissage perpétuel pour promouvoir leur "employabilité" [Piore, 1994 ; Le Goff, 1995 ; Boltanski et Chiapello, 1999].

Ces changements ont permis de moins jouer sur l'autorité formelle (discipline, commandement, monitoring, contrôle), de compter davantage sur les incitations en mêlant promesses (primes, promotions) et menaces (licenciement), en manipulant les fonctions de préférence des employés vers "l'esprit maison". Bien sûr, la flexibilité *dans* l'entreprise s'appuie sur la flexibilité *hors de* l'entreprise, donc sur les conditions économiques (chômage) ou légales (contrat de travail) qui la permettent, mais les nouveaux modes d'organisation visent à constituer un *entre-deux* entre le "dedans" et le "dehors". Finalement le moindre recours à une autorité formelle coûteuse a été rendu possible par une autorité réelle du capital plus assurée.

#### *f. Le métacapitalisme*

L'une des transformations majeures du capitalisme est l'importance prise, reprise, par "la finance" [Duménil et Lévy, 2000 ; Aglietta, 2000]. Le pouvoir dans les entreprises est largement (re)passé entre les mains des propriétaires du capital. Le "gouvernement d'entreprise", d'abord aux États-Unis, a été rendu possible par la prise en main des rémunérations de la direction et de l'état major, par leur contrôle organisé, vigilant, grâce aux Stock options qui (avec une Bourse en hausse) sont fortement motivantes.

Parallèlement, le marché du capital s'est considérablement développé, dynamisé, il régule l'économie mondiale par les fusions et les acquisitions. D'où le pouvoir d'un *métacapitalisme* multiforme qui domine, restructure, dynamise et parasite à la fois les

activités productives. Il est entre les mains, non des actionnaires individuels, mais des institutions financières, des fonds de pension, des fonds communs de placement, des "fonds spéculatifs", des dirigeants des grandes entreprises. Ce nouveau "gouvernement d'entreprise" et le rôle de la finance ont provoqué une vague inégalée de concentration du capital à l'échelle mondiale.

Le marché financier est un élément crucial du nouveau mode d'accumulation. Jusqu'aux années '70, le financement des entreprises se faisait essentiellement par le système bancaire et le prêteur en dernière instance, finalement l'État, en garantissait la liquidité. Il est réalisé aujourd'hui par la médiation de marchés des capitaux largement libéralisés et "globalisés". Un tel système est fondamentalement instable dans la mesure où les nécessités de la valorisation du capital imposent une certaine immobilisation alors que les épargnants peuvent à tous moments demander la conversion de leurs créances en argent et que la régulation se fait par le seul marché (d'où le risque, et la réalité probablement récurrente, d'un effondrement des cours) sous la surveillance toujours très délicate des autorités monétaires. Ce risque a été accru dans la mesure où la concurrence entre les investisseurs institutionnels a poussé à la recherche de rendements toujours plus élevés pour l'épargne, ce qui n'a pu être obtenu que sur le marché des actions et dans la mesure où il y a accroissement des cours. Et les entreprises, poussées à accroître leur valeur actionnariale, ont été amenées à augmenter la valeur de leurs fonds propres par l'effet de levier que le recours à l'endettement croissant permet. D'où une tendance (forte aux États-Unis) à la réduction du ratio du capital au produit et une instabilité encore renforcée. Le système ne fonctionne que dans la mesure où les anticipations des investisseurs concernant les hausses des cours des actions sont validées. Si tel n'est pas le cas, on l'a vu, la crise financière tend à devenir cumulative.

La spéculation n'est donc pas un aspect accessoire du système, elle lui est consubstantielle puisque les rendements dépendent essentiellement de la variation des cours et qu'il y a toujours un risque de baisse des prix des titres. Et on sait depuis Keynes que son caractère "spéculaire" (chacun se guide, non sur les "fondamentaux, mais sur l'idée qu'il se fait des anticipations des autres, sachant que ceux-ci...) conduit à une "économie de Casino".

Durablement la "finance de marché" a été un facteur important de l'expansion américaine. La spéculation en effet a été longtemps autoréalisatrice puisque entre la bulle financière et l'expansion réelle s'est développé un phénomène de renforcement mutuel, jusqu'au retournement brutal : la croissance de la Bourse, donc l'effet-richeesse, a dopé la demande, tiré l'investissement et l'activité des entreprises, d'où des profits accrus qui ont fait s'élever les cours des actions, et la spirale se nourrit d'elle même. Mais l'instabilité inhérente, renforcée considérablement par la spéculation sur les NTIC, est forcément procyclique : *les crises financières et de surinvestissement sont le talon d'Achille du métacapitalisme*. On l'a vu avec le krach du printemps 2000 et la récession qui a suivi, la spirale ascendante s'étant naturellement retournée en son contraire. Cette instabilité fondamentale est le signe d'un ordre productif inachevé, comme l'était le capitalisme libéral avant 1848, le capitalisme organisé avant 1945.

## 2. Un ordre productif inachevé, instable.

L'inflation d'actif sur les marchés financiers, nous l'avons vu, a participé à l'expansion américaine, elle a permis le bouclage macroéconomique "vertueux" des années 1990.

Pour le comprendre, partons du schéma (1) ci-dessous, le schéma "classique" de l'expansion dans les années 1960.

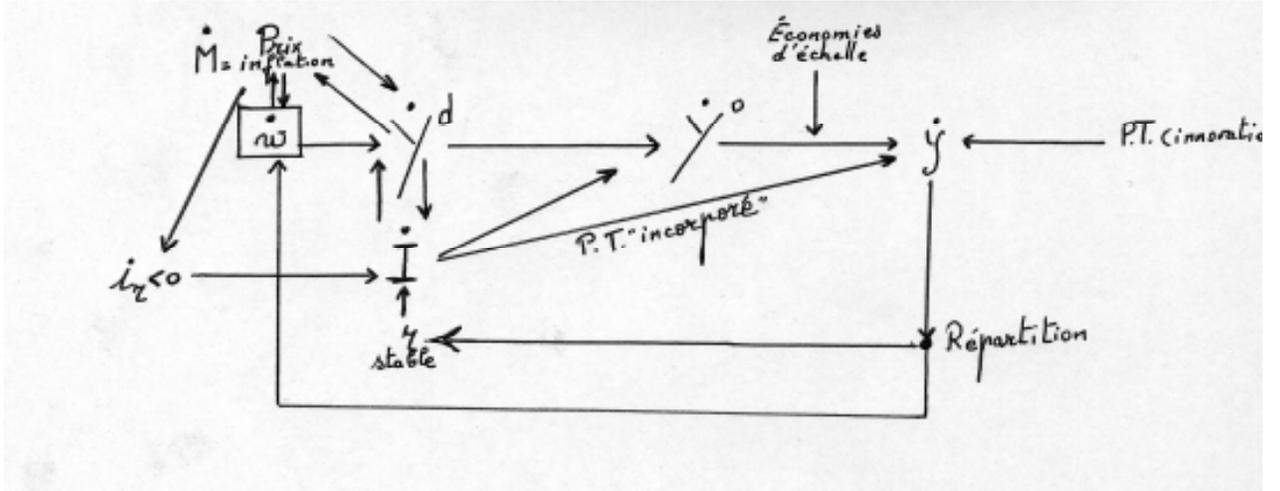


Schéma 1

Commentaire : L'accroissement des salaires ( $w$ ) augmente la demande globale ( $Y^d$ ) avec rétroaction *via* l'investissement ( $I$ ). L'accroissement de la demande globale tire la production ( $Y^o$ ), rendant possible l'augmentation de la productivité du travail ( $y$ ) par des économies d'échelles qui viennent ajouter leurs effets aux conséquences des innovations et de l'accumulation du capital sur la productivité du travail. Les augmentations de la productivité rendent possible le maintien du taux de profit ( $r$ ) et l'accroissement des salaires. L'investissement, soutenu par le dynamisme de la demande finale et le niveau élevé et stable du taux de profit, permet encore l'accroissement de l'offre globale. Le circuit est encore dynamisé par l'ambiance inflationniste : l'accroissement des salaires nominaux induit et est rendu possible par l'augmentation de la masse monétaire ( $M$ ), d'où une hausse des prix (par l'aspect coût salarial et par l'aspect demande d'origine salariale) et des taux d'intérêt réel ( $i_r$ ) nuls ou négatifs, d'où une double stimulation additionnelle de la demande.

L'expansion américaine des dix dernières années s'en distingue par de nombreux traits :

- Le point commun avec la longue expansion des années '60, ce sont les gains de productivité. Ils sont à la fois dans les industries qui produisent les nouvelles technologies et dans les industries et activités qui les utilisent (et les NTIC sont, souvent, des innovations "généralistes").

- Le taux de profit s'est accru pour les entreprises américaines de trois manières :

- du côté "réel", grâce à la fois à la hausse de la productivité et à la stagnation des salaires,

- du côté "finance" par la hausse des profits financiers, du cours des actions,
    - enfin par l'accroissement de la demande tirée par les "effets-richeesse".

- L'accroissement des profits, et son anticipation, a tiré la demande d'investissement et permis son financement et celui de l'innovation, , d'où la hausse de la productivité.

- Cela s'est fait sur des marchés hautement spéculatif, d'où une forte instabilité.

- Du côté de la demande, tandis que l'euphorie pour les NTIC, le niveau escompté du taux de profit et la hausse de la Bourse soutenait la demande d'investissement, les plus-values boursières permettaient l'accroissement de la consommation des ménages, l'enrichissement nominal des classes supérieures et moyennes produisant des effets réels sur la demande globale, validant durablement les anticipations, jouant finalement le rôle *que les augmentations de salaires jouaient à la période fordiste*. Quant à l'augmentation de la masse monétaire, elle a été impulsée par l'inflation d'actifs et elle la renforce. L'inflation de biens est bloquée par la hausse de la productivité et la stagnation relative des salaires.

On peut, dès lors, schématiser le mode d'accumulation du capital du néo-capitalisme inachevé, comprendre son instabilité :

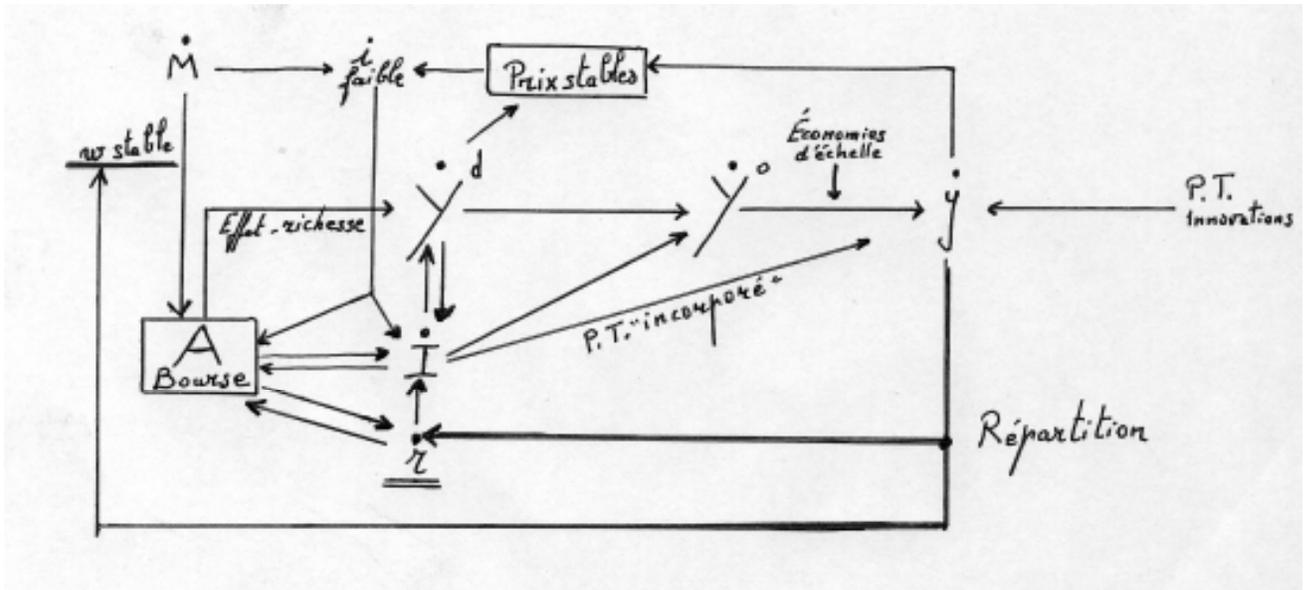


Schéma 2

La dépression actuelle montre que le néo-capitalisme est procyclique, davantage encore que le capitalisme libéral à l'ancienne dans la mesure où le marché financier est au centre du dispositif aussi bien du côté de la demande que de l'offre. La croissance dépend donc de l'inflation d'actifs financiers (que la Nouvelle économie croyait (quasi)pérenne<sup>14</sup>), d'où une instabilité macroéconomique corrélative à l'instabilité des marchés financiers, fondamentalement à la logique de méta-capitalisme. La dépression est le produit d'une crise de surinvestissement, typique des excès du métacapitalisme, et de la profonde déflation des actifs financiers qui l'a suivie, d'où l'effondrement immédiat d'un investissement qui avait été dopé par la "bulle financière", d'où - en second lieu - la chute de la consommation avec le retournement à la baisse des "effets-richeesse". La première crise du début du XXI<sup>e</sup> siècle à la suite du krach financier ressemble aux crise du "vieux" capitalisme libéral du XIX<sup>e</sup> siècle; elle est une manifestation "normale" du Nouveau capitalisme.

Si le Néo-capitalisme a montré sa capacité à accumuler et à renouveler le capital, il ne peut être considéré comme efficace dynamiquement dans la mesure où cette capacité est liée à une inhérente instabilité. Observer son caractère procyclique ne signifie pas qu'il soit (déjà) épuisé, mais qu'il lui faut se stabiliser. Sa stabilisation supposera une forme de régulation exogène des marchés, particulièrement financiers (et non plus une "autorégulation") et la mise en place de modalités de "gouvernance" économique à l'échelle mondiale. Sans "faire bouillir les marmites comtistes de l'histoire", il est fort probable que les États-Unis y joueront le rôle majeur.

Dans la mesure où le néo-capitalisme est créateur d'inégalité, interne et internationale, de précarité et de stress, d'exclusion individuelle et collective, d'aspirations et de désespoir, où son dynamisme et ses crises engendrent des coûts sociaux considérables, où ces phénomènes se développent à l'échelle mondiale, il se heurte à des oppositions qui se structurent à ce même niveau. Elles cherchent, en tâtonnant, à construire une nouvelle

<sup>14</sup> L'hypothèse n'est pas, en soi, absurde : l'inflation de biens n'a-t-elle pas été rendue telle après la Seconde guerre mondiale ? Mais elle suppose des modalités spécifiques de régulation.

citoyenneté, à soumettre l'économique à la société (un "ré-encastrement"), une voie qui hésite, non sans contradictions, entre une demande de réinvestissement du politique, via l'État, et des modalités de gouvernance "globale et démocratique. A l'autre extrême, comme cela avait été le cas dans les années '30, des idéologies totalitaires trouvent un écho accru pour leur propagande du fait de ces conditions économiques dégradées et combattent, non les excès du libéralisme économique, mais le toujours fragile libéralisme politique et sociétal. A nouveau, l'Histoire rebondit.

## Bibliographie

AGHION, Philippe et HOWITT, Peter [1998], *Endogeneous Growth Theory*, Cambridge : MIT Press.

AGLIETTA, Michel [2000], "La globalisation financière", in : CEPII, *L'économie mondiale 2000*, Paris : La Découverte, coll. Repères.

ATKINSON, Anthony B. [1996], "Seeking to explain the Distribution of Income", in : *New Inequalities*, John HILLS, ed., Cambridge : Cambridge U. Press.

BRAUDEL, Fernand [1979], *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 2 : *Les jeux de l'échange*, Paris : A. Colin.

BOLTANSKI, Luc et CHIAPELLO, Eve [1999], *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.

BOYER, Robert [2002], *La Croissance début de siècle : de l'octet au gène*, Paris : A. Michel.

DOCKES, Pierre, *Pouvoir et autorité en économie* [1999], Paris : Economica.

DOCKES, Pierre et ROSIER, Bernard [1983], *Rythmes économiques*, Paris : La Découverte.

DUMENIL, Gérard et LEVY, Dominique [2000], *Crise et sortie de crise : Ordre et désordres libéraux*, Paris : PUF (Actuel Marx) .

*Espérances et menaces de la Nouvelle économie*, [2000], Paris : Descartes et Cie.

FOHLEN, Claude, HEFFER, Jean, WEIL, François [1997], *Canada et États-Unis depuis 1770*, Paris : PUF, 1997

FREEMAN, Christopher [1984], *Long Waves in the World Economy*, Londres : Pinter.

FREEMAN, Christopher et PEREZ Carlotta [1986], *The Diffusion of Technical Innovations and Changes of Techno-Economic Paradigm*, University of Sussex, SPRU.

JOSHUA, Isaac [1999], *La crise de 1929 et l'émergence américaine*, Paris : PUF (Actuel Marx).

KRUGMAN, Paul [1998], "Speed Trap. The Fuzzy Logic of the New Economy", *Slade*, 18 décembre.

LE GOFF, Jean-Pierre [1995], *Le Mythe de l'entreprise : critique de l'idéologie manageriale*, Paris : La Découverte.

PAULRE, Bernard [1999], "L'utopie libérale de la *New economy*", doc de travail, Journées d'études d'histoire économique, 14-15 octobre.

PIORE, Michael [1994], "Corporate Reform in American Manufacturing and the Challenge to Economic Theory", in : *Information Technology and the Corporation of the 1990s*, T. J. ALLEN et M. S. SCOTT-MORTON, eds, Oxford : Oxford U. Press..

POLANYI, Karl [1983], *La Grande transformation* , Paris : Gallimard.

ROSIER, Bernard [1988], *Les Théories des crises économiques*, Paris : La Découverte.

SCHWARTZ, P. et LEYDEN, P. [1997], "The Long Boom", *Wired*, n°5.07, juillet.

SHEPARD, Stephen B.[1997], "The New Economy : what it really means", Business Week, 17 novembre.

VERLEY, Patrick [1997], *La Révolution industrielle*, Paris : Gallimard.